

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

## **1. CONTEXTE**

La Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (LGGRI) (RLRQ, chap. G-1.03) et la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale (DSIG), directive du Secrétariat du Conseil du trésor, applicables au Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées, créent des obligations aux établissements scolaires en leur qualité d'organismes publics.

Ainsi, la DSIG oblige le centre de services scolaire à adopter, à mettre en œuvre, à maintenir à jour et à assurer l'application d'une politique de la sécurité de l'information – dont les principales modalités sont définies dans la directive – en ayant recours notamment à des processus formels de sécurité de l'information qui permettent d'assurer la gestion des risques, la gestion de l'accès à l'information et la gestion des incidents. Tel qu'il est stipulé dans le Guide de nomination, un chef de la sécurité de l'information organisationnelle (CSIO) et un coordonnateur organisationnel des mesures de sécurité de l'information (COMSI) doivent être désignés.

Cette politique permet au Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées de respecter ses obligations, de préserver sa réputation, de respecter les lois et de réduire les risques en protégeant l'information qu'il a créée ou reçue (dont il est le gardien). Cette information liée aux ressources humaines, matérielles et financières est accessible sur des formats numériques et papiers, dont les risques d'atteinte à sa disponibilité, son intégrité ou sa confidentialité peuvent avoir des conséquences liées à :

- la vie, la santé ou le bien-être des personnes;
- l'atteinte à la protection des renseignements personnels et à la vie privée;
- la prestation de services à la population;
- l'image du centre de services scolaire et du gouvernement.

## **2. OBJECTIF**

La présente politique a pour objectif d'affirmer l'engagement du Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées à s'acquitter pleinement de ses obligations à l'égard de la sécurité de l'information, quels que soient son support ou ses moyens de communication.

Plus précisément, le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit veiller à :

- la disponibilité de l'information de façon à ce qu'elle soit accessible en temps voulu et de la manière requise aux personnes autorisées;



**SECTEUR**  
**RESSOURCES INFORMATIQUES**

**IDENTIFICATION**  
**CODE : 5310-02-01**

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

- l'intégrité de l'information de manière à ce que celle-ci ne soit pas détruite ou altérée de quelque façon sans autorisation, et que le support de cette information lui procure la stabilité et la pérennité voulues;
- la confidentialité de l'information, en limitant la divulgation et l'utilisation de celle-ci aux seules personnes autorisées, surtout si elle constitue des renseignements personnels.

Par conséquent, le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées met en place cette politique dans le but d'orienter et de déterminer sa vision, qui sera détaillée par le Cadre de gestion de la sécurité de l'information.

### **3. CADRE LÉGAL ET ADMINISTRATIF**

La Politique de la sécurité de l'information s'inscrit principalement dans un contexte régi par :

- la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12);
- la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, c. I-13.3);
- le Règlement sur le calendrier de conservation, le versement, le dépôt et l'élimination des archives publiques (RLRQ, c. A-21.1, r.2);
- le Code civil du Québec (RLRQ, chapitre CCQ-1991);
- la Politique-cadre sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (RLRQ, c. G-1.03);
- la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (RLRQ, chapitre C-1.1);
- la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1); • Le Code criminel (LRC, 1985, chapitre C-46);
- le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 2); • La Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale;
- la Loi sur le droit d'auteur (LRC, 1985, chapitre C-42);
- la Politique d'utilisation des technologies de l'information et des communications;
- les balises entourant l'utilisation des médias sociaux.

### **4. CHAMPS D'APPLICATIONS**

La présente politique s'adresse aux utilisateurs de l'information, c'est-à-dire à tout le personnel, à toute personne physique ou morale qui, à titre d'employé, de consultant, de partenaire, de fournisseur, d'étudiant ou de public utilise les actifs informationnels du centre de services scolaire.

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

L'information visée est celle que le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées détient dans le cadre de ses activités, que sa conservation soit assurée par lui-même ou par un tiers. Les formats de l'information visée sont numériques et non numériques.

## **5. PRINCIPES DIRECTEURS**

Les principes directeurs qui guident les actions du Centre de services scolaire Cœur-des-Vallées en matière de sécurité de l'information sont les suivants :

- s'assurer de bien connaître l'information à protéger, en identifier les responsables et ses caractéristiques de sécurité;
- reconnaître l'importance de la Politique de la sécurité de l'information;
- reconnaître que l'environnement technologique est en changement constant et interconnecté avec le monde;
- protéger l'information tout au long de son cycle de vie (création, traitement, destruction);
- s'assurer que chaque employé ait accès au minimum d'information requis pour accomplir ses tâches normales;
- l'usage des ressources informatiques par les utilisateurs doit se limiter aux fonctions professionnelles qui leur sont attribuées et doit respecter la Politique d'utilisation des technologies de l'information et des communications du Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées.

## **6. GESTION DES INCIDENTS**

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées déploie des mesures de sécurité de l'information de manière à assurer la continuité de ses services. À cet égard, il met en place les mesures nécessaires à l'obtention des buts suivants :

- limiter l'occurrence des incidents en matière de sécurité de l'information;
- gérer adéquatement ces incidents pour en minimiser les conséquences et rétablir les activités ou les opérations.

Les incidents de sécurité de l'information à portée gouvernementale sont déclarés au MEQ conformément à la DSIG.

Dans la gestion des incidents, le centre de services scolaire peut exercer ses pouvoirs et ses prérogatives en égard de toute utilisation inappropriée de l'information qu'il détient ou de ses systèmes d'information.

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

## **7. DIRECTIVES**

### **7.1 Gestion des accès**

Une gestion des accès doit être élaborée, encadrée et contrôlée pour faire en sorte de protéger la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité de l'information. Cette gestion doit inclure l'approbation, la revalidation et la destruction de ces accès et de conserver ces évidences pour les audits ultérieurs.

### **7.2 Gestion des vulnérabilités**

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées déploie des mesures pour maintenir à jour les logiciels de son parc informatique afin de garder les vulnérabilités au niveau le plus bas possible et diminuer les chances d'une cyberattaque. Une mesure de notification des vulnérabilités venant des fournisseurs doit être mise en place pour les corriger.

### **7.3 Gestion des copies de sauvegarde**

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit élaborer une stratégie de copies de sauvegarde pour se prémunir contre une perte de données. Cette stratégie doit inclure la rétention des copies, les alertes d'erreurs lors de la prise de copies et les tests de restauration de ces copies à une fréquence adéquate. Le CSIO est responsable de l'application de cette mesure.

### **7.4 Continuité des affaires**

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit élaborer une stratégie de continuité des affaires advenant qu'un incident causerait l'arrêt de la prestation de services de ce dernier. Cette stratégie doit être testée à une fréquence adéquate et les écarts corrigés.

### **7.5 Protection du périmètre du réseau**

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit instaurer des exercices de tests d'intrusion et balayages de vulnérabilité pour identifier les points d'entrées susceptibles de donner un accès inapproprié à des individus ou des programmes malicieux. De plus, un système de prévention et de détection d'intrusion devrait être mis en place pour augmenter le niveau de protection. Aussi, en segmentant son réseau, le centre de services scolaire limite les chances de propagation d'un virus ou d'une attaque.

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

#### 7.6 Protection des actifs de l'information format papier

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit se doter de processus de protection des actifs de l'information papier. Une notion de bureau propre doit également être instaurée. Ces actifs papiers peuvent être transportés et produits en plusieurs exemplaires. Les notions de création, d'organisation, de protection, de diffusion et de disposition doivent être considérées dans l'élaboration de ces processus.

#### 7.7 Protection des actifs de l'information numérique

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit se doter de processus de protection des actifs de l'information numérique. La notion de classement, d'archivage, de conservation et de destruction doit être considérée dans l'élaboration de ces processus.

#### 7.8 Gestion des fournisseurs

Le Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doit s'assurer de la gestion de ses fournisseurs pour s'assurer qu'ils ne viendront pas causer des incidents, des divulgations ou pertes de données ou introduire des virus sur son réseau.

### 8. SENSIBILISATION ET FORMATIONS

La sécurité de l'information repose notamment sur la régulation des conduites et la responsabilisation individuelle. À cet égard, les employés du Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées doivent être formés et sensibilisés :

- à la sécurité de l'information et des systèmes d'information du centre de services scolaire;
- aux directives de la sécurité;
- à la gestion des risques;
- à la gestion des incidents;
- aux menaces existantes;
- aux conséquences d'une atteinte à la sécurité;
- à leur rôle et à leurs responsabilités en la matière.

À ces fins, des activités de sensibilisation et de formation seront offertes. De plus, des documents explicatifs seront mis à la disposition des personnes touchées par cette politique.

**TITRE : POLITIQUE RELATIVE À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

Adoption : Le mercredi 17 juin 2020 – résolution CConsultatif-2020-10 et DG-2020-46

Application : Le 17 juin 2020

Amendement : Le 19 juin 2024 – résolution CA-2023-070

## **9. SANCTIONS**

Tout employé du centre de services scolaire qui contrevient au Cadre de gestion de la sécurité de l'information ou à la présente politique ainsi qu'aux mesures de sécurité de l'information qui en découlent, s'expose à des sanctions selon la nature, la gravité et les conséquences de la contravention, en vertu de la loi ou des conventions collectives de travail et des règlements du Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées.

Les fournisseurs, partenaires, invités, consultants ou organismes externes sont également passibles de sanctions.

## **10. DIFFUSION ET MISE À JOUR DE LA POLITIQUE**

Le COMSI, assisté du comité de travail pour la sécurité de l'information, s'assure de la diffusion et de la mise à jour de la politique. La *Politique relative à la sécurité de l'information* sera révisée périodiquement selon les mises à jour effectuées.

## **11. ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur le jour de son adoption.